

**DANS LA COULISSE**

Mines : l'autre carburant du développement économique

PAGE 3

**ENTREPRISE**

Valance International : au service du privé comme du public

PAGE 3

LA CHRONIQUE D'ÉLIE SMITH

Afrique : un continent de paradoxes

PAGE 4

ÉCONOMIE

FINANCES

ENVIRONNEMENT

TENDANCES

ÉDITORIAL

Diversification de l'économie : Yes we can !

LES ANNONCES SE

SUCCÈDENT; guère de semaines qui passent sans que ne soit annoncée la découverte d'un nouveau gisement pétrolier, la confirmation de l'importance d'une découverte. Ici, c'est Total qui prévoit de doubler sa production ces prochaines années avec la mise en exploitation de Moho-Bilondo, là c'est l'italien ENI qui annonce sa décision d'investir 1,5 milliards de dollars sur le champ de Néné Marine. D'excellentes nouvelles qui témoignent de la vitalité de l'exploration pétrolière en République du Congo et qui laissent entrevoir de juteuses et indispensables recettes pour les caisses de l'Etat.

Pour vitale qu'elle soit, cette manne pétrolière ne doit pas faire perdre de vue que la part du secteur privé (hors pétrole) reste faible dans l'économie congolaise et que cette dernière doit impérativement se diversifier afin de créer des emplois et combattre durablement la pauvreté. Or, comme en témoigne ce numéro de CBN, la véritable bonne nouvelle, c'est la performance réalisée par le Congo Brazzaville dans le secteur des nouvelles technologies. Sans atouts particuliers au départ de cette aventure, voire même avec le handicap d'infrastructures détruites par les événements, les acteurs congolais de ce marché ultra compétitif ont su s'imposer comme les plus dynamiques de la région.

La leçon à retenir, c'est que les pouvoirs publics très présents dans cette aventure ont su l'accompagner utilement en apportant les investissements nécessaires mais sans tomber dans l'écueil redoutable de vouloir tout régenter.

LA RÉDACTION



Télécom : Le Congo est le bon élève de l'Afrique Centrale. Mieux, le dynamisme de son marché en fait la locomotive de la sous-région en matière de NTIC.

CONGO TELECOM

L'heure des comptes ?

Dans un paysage congolais des télécoms qui se caractérise par son dynamisme, Congo Télécom, l'opérateur public – à la traîne – peine à trouver sa place.

L'opérateur n'échappera pas à une profonde remise en cause de son statut comme de son mode de fonctionnement.

CRÉÉE EN 2003 sur les cendres de l'Office National des Postes et Télécommunications (ONPT fondée elle-même en 1964), la Sotelco, rebaptisée Congo Telecom,

affichait il ya peu encore l'ambition de « devenir l'instrument déterminant de la transformation numérique du Congo et le leader national des technologies de l'information ».

Une dette estimée à plus de 102 milliards de FCFA

Une ambition qui pour l'heure apparaît comme totalement hors de portée d'une entreprise confrontée à maintes difficultés : stratégiques, organisationnelles, managériales, etc.

Congo télécom aurait, selon ses dirigeants actuels, souffert de sévères handicaps dès sa création, et peu de bonnes

fées se seraient alors penchées sur son berceau. Parmi les facteurs négatifs avancés des effectifs pléthoriques – environ 1 500 agents – et une dette estimée à plus de 102 milliards de FCFA, principalement envers Intelsat, Siemens, France Télécom, Belgacom, etc.

De plus, la mauvaise négociation des accords d'interconnexion entre l'ex-ONPT et les opérateurs privés de téléphonie mobile avait abouti à des rapports totalement déséquilibrés.

« Cela avait fini par engendrer une dette jugée "fictive" de près de 13 milliards de francs CFA », assure une ►

2 CONGO TELECOM

► source proche de Congo Télécom.

Pour accompagner la relance de l'opérateur public et affronter la concurrence dans un secteur à forte intensité capitalistique, et où la technologie évolue très rapidement, les autorités congolaises, via le ministère des Finances, ont dû « compenser » cette dette non remboursée en accordant des facilités fiscales aux opérateurs privés du mobile.

En résumé, l'opérateur se trouvait dépourvu de capitaux comme de technologie. Mais pas de conflits sociaux... A ce sombre tableau vint en effet s'ajouter la difficile question des travailleurs licenciés par l'opérateur public dans le cadre d'une opération de « redimensionnement » des effectifs. Lesquels étaient ramenés brusquement de 1 519 à 350 agents !

L'argument de la guerre

Bref, l'ensemble de ces difficultés « explique » que l'opérateur public a connu un développement poussif et limité aux deux principales villes du pays, ignorant l'intérieur du pays.

Enfin, dernier argument invoqué du côté de Congo

Telecom : la guerre ! Celle-ci aurait mis à bas toutes les infrastructures freinant ainsi considérablement son développement.

Sans être totalement faux, l'utilisation de cet argument a toutefois le don de faire bondir ce jeune responsable dans le secteur des NTIC.

- « Qu'on puisse invoquer aujourd'hui des événements politiques vieux de 17 ans pour justifier une part de marché de seulement 1 à 2 %, voilà qui me paraît un peu osé ! »

Le Congo locomotive de la sous-région

- « La réalité, c'est que le Congo est non seulement le bon élève de l'Afrique centrale en matière de télécoms, mais on peut même dire que le Congo est la locomotive de la sous-région. On tire le développement, explique notre expert qui précise son propos : « Depuis 2009, le gouvernement a investi beaucoup d'argent dans les infrastructures, c'est de notre responsabilité de les utiliser au mieux. Dans ce cadre, Congo Telecom apparaît un peu comme l'enfant gâté ; celui à qui l'on sert tout sur un plateau mais qui ne fait quand même rien à



Depuis 2009 l'Etat a consacré de lourds investissements dans les infrastructures. Le raccordement à la fibre optique poursuit son déploiement sur l'ensemble du territoire.

l'école ! Une restructuration de Congo Télécom s'impose ; sa structure juridique actuelle (une Société Anonyme Unipersonnelle avec unique actionnaire l'Etat) c'est-à-dire sans conseil d'administration, ne lui permet pas d'être dirigée correctement et d'être compétitive.

De fait, une commission de restructuration sous la houlette des ministères des Finances, de l'Aménagement du Territoire et de l'Energie

mène actuellement un vaste travail de réflexion sur les réformes à mener dans le secteur des télécoms.

Selon nos informations, outre la réforme des statuts de l'opérateur, l'idée qui fait son chemin est de trouver un groupe partenaire à Congo Télécom. C'est sans doute là l'origine de la rumeur annonçant une future privatisation...

Congo Télécom à la recherche d'un partenariat

Il n'y pas de projet de privatisation, assure à CBN une source très informée. Simplement, Congo Télécom a besoin d'une vraie stratégie et d'avoir un groupe allié.

C'est une opération complexe à mener car cela nécessite un examen complet de la situation de Congo Télécom ; un audit financier, organisationnel pour ensuite seulement chercher le bon partenaire.

Et notre interlocuteur de conclure : ce travail ne doit pas être entrepris sur un mode critique. Notre ambition est simple : on veut que ça marche !

E.La

Eric Laffitte
et Alphonse N'Dongo

Télécoms : un marché dynamique en voie de restructuration



Un contexte favorable aux investissements.

Dans le cadre de la diversification de son économie et afin de favoriser l'investissement privé dans les secteurs des Télécommunications et des TIC, le gouvernement congolais a su créer un cadre institutionnel qui a abouti à la libéralisation totale

du marché des télécommunications. En restructuration, le secteur vient de passer de quatre à trois opérateurs, dont deux dominants, Airtel et MTN, le troisième Azur ayant besoin d'oxygène.

Le décollage date de 2009 et il faut bien reconnaître que l'action du ministre fut déterminante, constate un observateur avisé du secteur. Autre facteur favorable au développement du secteur des TIC, le fait que celui-ci soit resté à l'abri des pressions politiques. Il n'y a pas eu de freins aux initiatives. Petits au départ – à mille lieues de ceux du pétrole qui déchaînent les passions – ces marchés n'intéressaient guère les grands fauves de la politique qui sont donc restés à l'écart, peu intéressés par les télécoms.

Une situation qui pourrait évoluer. On compte désormais en dizaine de millions de dollars dans les télécoms.

DANS LA COULISSE

MINES: SECOND MOTEUR ÉCONOMIQUE DU PAYS

Si le secteur des mines pèse actuellement moins de 1 % dans les revenus de l'Etat, ce résultat traduit pourtant fort mal l'importance de l'effort engagé pour dynamiser le secteur. Pierre Oba, le ministre des Mines, participait ainsi fin juin au sommet Africa Mining On Top, la plus importante manifestation dédiée aux industries extractives du continent et à laquelle participaient 10 Etats africains. L'occasion pour M. Oba de réitérer l'ambition du Congo de faire du secteur minier « le second moteur économique du pays ». Le ministre a rappelé les lourds investissements engagés depuis 2005 ainsi que les facilités accordées désormais dans la délivrance de permis. Une centaine de permis de recherche et 55 permis de prospection sont en cours d'exécution. Reste que la mise en production implique de très lourds investissements d'infrastructures. Dans sa tâche, le ministère des Mines s'efforce de marier les talents comme par exemple le dynamisme des Brésiliens d'Asperbras avec la longue expérience des Français du BRGM.

7/7

TRANSPORT AÉRIEN. Le Congo est désormais desservi quotidiennement par Air France au départ de Paris. Brazzaville passe de 3 à 4 vols par semaine tandis que Pointe-Noire bénéficie d'un vol tous les jours à l'image des grandes capitales telles que Séoul, São-Paulo, etc.

Avec 11 vols par semaine, le Congo occupe la 2^e place des dessertes en Afrique derrière le Nigeria (14 vols / semaine). 25 compagnies internationales desservent le Congo, passagers et frets compris, pour 2 millions de passagers.

Rail

INFRASTRUCTURE. C'est le portugais Mota-Engil SGPS S.A. qui a été retenu pour construire les 510 km de chemin de fer reliant la localité de Mbalam, (est du Cameroun) au port en eau profonde de Kribi, dans le sud du pays. Les travaux démarrent en 2015. L'entreprise de BTP est également engagée dans la construction d'une ligne de 71 km reliant Nabeba, au Congo-Brazzaville, à Mbalam.

Mines

DÉVELOPPEMENT. PDG de Congo Mining (filiale du géant australien Equatorail Ressources) John Wellborn a annoncé que le fer de la mine de Mayoko (sud du pays) serait mis en production d'ici 18 mois. La production initiale sera de 500 000 tonnes avant de s'établir à 2 millions de tonnes/an.

Anniversaire



TERRAFRICA
DÉSORMAIS SUR
TABLETTES.

MÉDIAS. Le bimensuel *TerrAfrica* vient de fêter son premier anniversaire. Lancé à Brazzaville en juin 2013, il est diffusé à 10 000 exemplaires dans sa version papier, et est également consultable depuis quelques jours partout dans le monde sur tablettes via les applications Kiosque et Google Play et sur vos smartphones. *TerrAfrica* s'affirme ainsi comme le premier journal édité au Congo en version numérique.

TOP



CLAUDIO DESCALZI. PDG d'ENI, Claudio Descalzi, a annoncé sa décision d'investir 1,5 milliards de dollars à la fin de cette année. Au sortir d'un rendez-vous avec le chef de l'Etat, il a déclaré : « On a découvert beaucoup de réserves et Néné, c'est la dernière découverte. On peut parler autour d'un milliard à 3,5 milliards d'huile en place. C'est donc une découverte importante ». Le champ de Néné Marine contiendrait plus de 2 milliards de barils et plus de 30 milliards de m³ de gaz.

FLOP

ALPHA CONDÉ. Fin juriste – il est docteur en droit public – le président guinéen n'a pu éviter à son pays une lourde condamnation de la Cour commune de justice et d'arbitrage d'Abidjan (CCJA). 38,4 millions d'euros de dommages et intérêts à verser à Necotrans pour la rupture jugée abusive de la convention dont bénéficiait l'armateur sur le port de Conakry.

CHIFFRE-CLÉ
184 000
Milliards

C'est le montant en francs CFA (soit 368 milliards de US \$) des besoins identifiés pour 51 projets prioritaires d'infrastructures sur le continent sur la période 2012-2040 lors d'un récent sommet à Dakar. Parmi ces projets, le pont reliant Brazzaville à Kinshasa.

ENTREPRISE

Valance International

Société de consulting International, Valance international créée autour de Karin ABADIA répond aux besoins des sociétés et des organisations tant publiques que privées dans les moments clefs de leur existence comme la création, la gestion de la croissance et décroissance, leur développement international. Valance intervient en Afrique du Nord, Occidentale et Centrale – de Tanger au Congo Brazzaville – et tout particulièrement dans les pays francophones. L'entreprise entend apporter à ses clients une vision, conseil, formation, stratégie, ressources humaines et objectifs commerciaux « terrain » dans le cadre de projets préalablement clairement périmétrés et phasés. Ses trois secteurs d'intervention de prédilection



Mme Karin ABADIA.

en Europe et Afrique sont la Banque et la Finance, les technologies de l'information, la responsabilité sociétale et le développement durable.

Présents depuis plus de 25 ans en Afrique, les associés de Valance International proposent des compétences et expertises africaines, en délégation de compétences ou en recrutement, de CV africains et/ou de toutes autres personnes à la recherche de postes en Afrique principalement. La société a travaillé notamment pour la CFAO Afrique, PPR, et bien d'autres sociétés.

tés.

A compter de septembre 2014, elle propose un cursus « Master Ecole Centrale Paris Exécutive SI », distribué en Afrique (en formation distancielle et présentielle).

E.La
contacts@valance.fr.



Afrique : un continent de paradoxes

L'idée récurrente propagée par soi-disant spécialistes que l'Afrique serait un grand village, un seul pays, agace nombre d'Africains. Trois exemples récents nous montrent que l'Afrique est diverse et que c'est un cliché de penser qu'elle serait un même pays.

y est réduite, le nord reste confronté à la pauvreté et à l'extrémisme.

L'Égypte

Avant le soi-disant printemps arabe, l'Égypte était la deuxième plus grande économie du continent avec le potentiel pour devenir le premier. Ceux qui aiment la démocratie ont été ravis de voir la volonté populaire venir à



La bonne nouvelle vient du Malawi où la Cour suprême a confirmé l'élection de Peter Mutharika à la tête du pays.

Le cas du Nigeria

Avec une croissance de 7,6 %, le Nigeria vient de dépasser l'Afrique du Sud comme première économie du continent. Image flatteuse ! Mais la grande fédération nigérienne est à l'image du continent. D'un côté, vous avez une économie en plein essor et de l'autre un avenir difficile. Le miracle économique du Nigeria est circonscrit au sud quand le nord-est est plongé dans le malheur. L'actualité du Nigeria est ponctuée des attentats des militants islamistes de Boko Haram. Mais ce ne sont pas seulement les bombes dans le nord du Nigeria qui tranchent avec le sud du pays. Le sud est instruit, la pauvreté

bout de la longue et ennuyeuse dictature d'Hosni Moubarak. La cerise sur le gâteau a été l'élection de Mohammed Morsi, premier président élu démocratiquement. C'était trop beau pour durer, en raison des erreurs commises par les nouveaux dirigeants. Erreurs mises à profit par les militaires, avec un coup d'Etat orchestré par Abdel Fattah Al Sisi. Depuis son arrivée au pouvoir, près de trois mille Égyptiens ont été tués et un grand nombre condamnés à mort en raison de leur soutien présumé aux Frères musulmans qui est la deuxième plus ancienne formation politique sur le continent après l'ANC ! Ce qui se passe en Égypte montre que le pouvoir judiciaire n'y est pas indépendant.

Malabo, Guinée équatoriale

Au 23^e sommet de l'Union africaine qui s'est tenu près de Malabo, le paradoxe africain s'est affiché en pleine lumière. La Guinée équatoriale est la preuve que le continent change ; en mieux ! C'est aussi l'endroit où l'affirmation que le pétrole serait une malédiction est sans fondement. C'est grâce au pétrole, que l'ancien exportateur de cacao dépendant d'aides s'est mué en un pays à revenu intermédiaire et a vu ses infrastructures améliorées.

Mais lors de ce sommet, non seulement le retour de l'Égypte y a été bien accueilli, mais son chef Abdel Fattah Al Sissi a reçu une standing ovation et a été présenté comme le sauveur de l'Égypte. Le Burkina Faso et l'Égypte sont tous deux promis à constituer le noyau dur de la future force d'intervention africaine tant attendue. Or, les armées de ces deux pays ne sont pas précisément connues pour être de farouches défenseurs des Droits de l'Homme. Comment interviendront-elles dans des conflits futurs ? Si les dirigeants africains ont le droit de se réjouir du retour à la maison d'un de leurs membres fondateurs, ils doivent faire très attention à ne pas en devenir l'otage ou exploiter la peur de l'islam militant pour couvrir des élections frauduleuses ou soutenir des chefs qui ne respectent pas la démocratie.

Malawi

La bonne nouvelle vient du Malawi où se sont tenues des élections présidentielles. Elections perdues par la sortante Joyce Banda qui voulait annuler les résultats. Mais au grand dam de Mme Banda, la Cour suprême a avalisé les résultats et confirmé Peter Mutharika comme le nouveau Président. Cela montre qu'il y a quelques pays en Afrique qui ont des institutions fortes et pas seulement des hommes forts. L'exemple du Malawi est un bel exemple de la diversité africaine. Pour une Égypte où les résultats électoraux et les personnes sont bafoués, il existe un Malawi qui respecte le droit du peuple.

Elie Smith

TENDANCES



SURF

Une cinquantaine de surfeurs de différentes nationalités ont participé les 14 et 15 juin derniers à ce qui apparaît comme la première compétition de surf jamais organisée en République du Congo. L'événement intitulé « le Rip Curl West Africa Tour » s'est déroulé sur la côte sauvage de Pointe-Noire à l'initiative du restaurant bar La Pyramide qui entendait célébrer de manière originale son vingtième anniversaire. Encore peu pratiqué par les Congolais, le surf reste majoritairement un sport d'expatriés. Le succès rencontré par cette manifestation auprès du public devrait populariser la discipline.

DIAMANT BLEU

Un diamant bleu de 122,52 carats a été découvert dans la mine sud africaine de Cullinan. Un joyau qualifié « d'exceptionnel » par la société Petra Diamonds Cullinan propriétaire d'une mine déjà célèbre pour avoir libéré en 1905 le plus grand diamant du monde (3 106 carats). Taillé en deux, ce dernier repose sur la Couronne royale britannique.

01 AGENDA

5 et 6 août

Sommet Etats-Unis / Afrique à Washington. Une première dans les relations afro-américaines. 47 dirigeants africains dont le Président Sassou N'Guesso sont attendus à la Maison-Blanche.

CongoBrazzaville news

Directrice de la publication :

Bénédicte Bourgneuf

Directeur de la rédaction :

Jean-François Jacquier/Scriptapress

Rédacteur en chef :

Eric Laffitte

Principaux collaborateurs :

Alphonse N'Dongo, Elie Smith

Maquette :

Emmanuel Delorme

Société éditrice :

Atlas 4. Brazzaville. République du Congo

contact :

congobrazzaville@gmx.fr